

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel

Allocution de
S.E.M Pierre Buyoya
Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le
Sahel/Chef de la MISAHEL

Cérémonie d'ouverture du Forum international des jeunes sur la
paix et la sécurité au Sahel

Centre international de conférences de Bamako (CICB)
Bamako, le 16 septembre 2014

A vérifier au prononcé

Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL)
Hamdallaye ACI 2000
Bamako – Mali
BP 1680
misahel@africa-union.org
Tel: +223-2022-1822 – Fax : +223 2022 1815

Excellence Monsieur le Président de la République;

Excellences mesdames et messieurs les membres du Gouvernement;

Excellences messieurs les représentants de la CEDEAO, des Nations unies, et de l'Union européenne ;

Monsieur le Président du Conseil national de la jeunesse du Mali ;

Monsieur Abdoullah Coulibaly, Vice-président du Forum de Bamako ;

Mesdames et messieurs; Chers invités ;

Je suis très honoré par l'invitation que les organisateurs de ce forum ont voulu adresser à la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL). Je suis surtout encouragé et ému par le fait que ce sont des jeunes, de l'âge de mes propres enfants, qui ont pris l'initiative d'organiser ce forum pour créer un cadre intellectuel pour débattre d'une problématique aussi importante que les questions de paix et de sécurité dans le Sahel. Cette problématique est souvent discutée par les aînés qui prennent des décisions sans une véritable implication des jeunes. Pourtant, les jeunes sont au moins autant concernés que les aînés. En effet, ils constituent le gros des éléments combattants des mouvements armés, ce qui fait d'eux des acteurs majeurs. De même, leurs cursus scolaires ou activités professionnelles sont souvent interrompus, voire compromis, à cause des conflits armés, sans parler des effets socioéconomiques néfastes que les situations d'instabilité entraînent dans leurs vies, parfois de façon durable. Ils sont donc aussi des victimes.

Que des jeunes se saisissent de cette préoccupation à travers un tel forum et qu'ils nous convient, nous les aînés, à y prendre part ne pouvait pas nous laisser indifférents. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité un seul instant, au niveau de la MISAHEL, appuyés par la Commission de l'Union africaine, à nous associer à cette initiative depuis le départ. À travers ma propre présence ici, celle de certains de mes collaborateurs pour animer les discussions dans certains panels, et à travers d'autres modes d'accompagnement matériel, nous soutenons cette belle initiative avec un

sentiment de fierté et d'encouragement.

*Excellence Monsieur le Président de la République ;
Mesdames et messieurs ;*

Nous savons tous que la situation sécuritaire dans la région du Sahel est aujourd'hui caractérisée par une recrudescence des attaques terroristes, des trafics en tous genres, et par la prévalence de la criminalité transfrontalière organisée. Le lien entre ces différents types de criminalité est de plus en plus établi et confère aux groupes armés terroristes et criminels des capacités de régénération et de nuisance qui menacent tous les pays du Sahel et au-delà. Les situations prévalant au nord du Mali, au nord-est du Nigeria et en Libye de façon générale illustrent bien ce constat.

Au nord du Mali, c'est malgré la présence massive de la communauté internationale et les pourparlers de paix en cours à Alger que l'insécurité règne encore dans cette région, avec des mines qui ne cessent de tuer des soldats de la paix, et de mettre en danger les vies des populations civiles. Au Nigeria, nous assistons à la mise en défi d'un grand pays et d'une des grandes armées du continent par un groupe terroriste dénommé Boko Haram. Ce groupe semble même se faire plaisir en terrorisant les populations sans distinction et sans remords, avec une nouvelle stratégie d'occupation territoriale. La situation en Libye est encore très complexe, aussi bien sur le plan politique que sécuritaire, avec des conséquences négatives incommensurables pour toute la région.

Cette insécurité rampante dans le Sahel est devenue une préoccupation majeure pour nous tous. Elle va au-delà de la région et ne concerne plus que les Africains. C'est pourquoi je me réjouis de la présence, parmi nous aujourd'hui, du Président de la République. Je salue vivement cette présence, car elle dénote de l'attention qu'accorde le Chef de l'État non seulement aux questions de paix et de sécurité dans la région, mais aussi au rôle des jeunes dans ces processus.

Face à ces menaces, que peut-on préconiser en plus de tels forums ? Qu'est-ce qu'a fait et qu'envisage de faire l'UA à cet égard ? Pour répondre à ces questions, je voudrais d'abord rappeler que les questions de sécurité au

Sahel sont au cœur des préoccupations de l'UA depuis des années, notamment depuis la crise libyenne de 2011. En effet, en anticipation des conséquences potentielles de cette crise sur la région sahel-saharienne, l'UA et les Nations unies ont entrepris une mission conjointe et multidisciplinaire dans la région du 7 au 23 décembre 2011. Cette mission a effectué une évaluation de l'impact de la crise libyenne sur les pays de la région. A l'issue d'une réunion d'experts organisée à Addis Abéba, les 14 et 15 mars 2012, et ayant analysé le rapport de cette mission, une série de recommandations ont été formulées visant à permettre aux deux organisations, travaillant avec les pays de la région et d'autres partenaires internationaux, à relever les multiples défis identifiés.

Les Nations unies se sont largement inspirées de ces recommandations pour préparer la « Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel », et l'UA a fait pareillement, aussi bien dans l'adoption de sa Stratégie pour la région du Sahel, que le Conseil de paix et de sécurité vient de valider, que dans l'établissement de la MISAHEL. Sur la base de cette stratégie et du mandat de la MISAHEL, l'UA propose une approche multidimensionnelle pour lutter contre ces menaces. Il faut une réponse sécuritaire, certes, mais il faut aussi jouer sur les fronts de la gouvernance et du développement.

Concernant l'aspect sécuritaire de cette riposte, il est important que les pays de la région renforcent leur dispositifs sécuritaires et, surtout, qu'ils coopèrent entre eux, car l'expérience montre qu'aucun d'entre eux ne peut, à lui seul, faire face à cette menace transfrontalière et complexe. La promotion de cette coopération régionale est le sens même du Processus de Nouakchott initié par l'UA en mars 2013. Dans le cadre de ce Processus, l'UA, en relation avec les pays de la région, organise des réunions régulières des chefs des Services de renseignement et de sécurité pour échanger sur la situation sécuritaire dans la région et promouvoir le partage d'informations entre eux. Les ministres compétents se réunissent tous les six mois et on envisage d'organiser, très prochainement, un sommet des pays sahélo-sahariens concernés par le Processus. L'ambition est que ces réunions aboutissent à mettre sur place des mécanismes concrets sur le terrain pour faire face à ces menaces. C'est pourquoi nous avons entamé l'élaboration d'un concept générique d'opérations pour la mise en place d'unités mixtes et de patrouilles conjointes aux frontières, car nous estimons que la

coopération régionale passe par un travail conjoint par les unités appropriées des forces de défense et de sécurité des pays de la région. Ces mécanismes devraient, à terme, nous permettre de « terroriser les terroristes » et de les empêcher de devenir les « maîtres » du terrain aux dépens des États.

Il faut évidemment accorder une importance capitale aux questions de gouvernance et de développement. En effet, les manquements aux principes de la bonne gouvernance et de l'État de droit jouent un rôle important dans l'incidence des crises politiques sur le continent et dans la région du Sahel. Les groupes terroristes et criminels se basent souvent sur les manquements dans ces domaines pour manipuler les populations et les soudoyer pour leur cause. Les mesures sécuritaires ne sauraient donc être suffisantes à elles seules si elles ne sont pas accompagnées de mesures concrètes dans ce domaine. Il faut promouvoir une culture de respect des droits humains et juguler les injustices, les inégalités et les sentiments de marginalisation. Il faut naturellement promouvoir la paix et la cohésion nationale à travers la propagation des valeurs communes et de messages de tolérance et de cohabitation harmonieuse dans les pays de la région.

Mais la bonne gouvernance n'est pas que politique. Elle doit se manifester également dans le domaine du développement à travers la bonne gouvernance économique et une lutte sans merci contre la corruption, combinée avec une promotion des normes internationales de gestion des finances publiques. Cela implique une gestion saine des ressources publiques des pays de la région et leur distribution équitable entre les différentes populations, tout en permettant à celles-ci de contrôler cette gestion, soit directement ou à travers leurs représentants dûment élus. Ainsi, il est important pour les pays du Sahel de promouvoir un développement inclusif, y compris dans les régions périphériques, avec une implication réelle des populations, y compris les organisations de la société civiles et des jeunes. Cela devrait permettre une amélioration qualitative des conditions de vie des populations afin de réduire leurs vulnérabilités vis-à-vis des semeurs de troubles.

*Excellence Monsieur le Président ;
Mesdames et messieurs ;*

Voici, en quelques mots, ce que fait ou envisage de faire l'UA dans les efforts visant à relever les défis de la sécurité dans la région. Je réitère qu'il faut une réponse multidimensionnelle et globale. Compte tenu de la nature des menaces, c'est toute la communauté internationale qui doit se mobiliser, comme nous le voyons ailleurs. Mais pour que l'appui extérieur des partenaires soit efficace, il faut que les pays de la région s'organisent pour être au devant de la scène. Les pays doivent s'impliquer de cette façon holistique mais dans une logique coopérative avec leurs voisins. Ils doivent impliquer toutes les composantes de leurs pays : la société civile, les leaders religieux et traditionnels, les jeunes et les femmes. Les jeunes ont un rôle important dans ce processus, un rôle qui appuie et se voit renforcé par les efforts des autres.

Je voudrais donc terminer ces propos par souhaiter pleins succès à vos travaux, vous réitérer l'engagement de l'UA à œuvrer à vos côtés dans les limites de nos moyens et encourager tous les autres partenaires de vous appuyer autant que faire se peut.

Je vous remercie